

Rapport de gestion

Le 10 mai 2022

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les trimestres clos les 31 mars 2022 et 2021. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes annexes pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 ainsi qu'à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2022 et 2021. Veuillez vous reporter au communiqué de presse de Pages Jaunes Limitée présentant ses résultats pour le premier trimestre clos le 31 mars 2022, publié le 11 mai 2022. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <https://entreprise.pj.ca/fr>. Les communiqués de presse sont accessibles sur le site de SEDAR et à la section « Nouvelles – Communiqués de presse » du site Web de la Société.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et l'information présentée dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états financiers.

Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens. Veuillez vous reporter à la section « Définitions de mesures financières non conformes aux PCGR nécessaires à la compréhension de nos résultats » pour obtenir la liste des mesures financières non conformes aux PCGR.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation de la performance.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, YPG (USA) Holdings, Inc. et Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC [ces deux dernières étant collectivement appelées YP (États-Unis)]].

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière et des résultats d'exploitation et des activités de PJ (y compris, sans s'y limiter, du versement d'un dividende en trésorerie par action par trimestre à ses actionnaires ordinaires, du nombre d'actions rachetées par la Société dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et de l'intention de limiter le montant des rachats à 16,0 M\$). Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles, en date du 10 mai 2022, au sujet de nos activités et des marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur plusieurs hypothèses qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées ou sous-entendues dans cette information et ces déclarations prospectives et que nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires ne soient pas réalisés ou atteints. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que l'une ou l'autre de nos déclarations prospectives se réalisera et nous mettons en garde le lecteur contre le risque que représente le fait de s'appuyer sur ces déclarations prospectives. L'information et les déclarations prospectives qui figurent dans le présent rapport de gestion sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties à comprendre nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires. Le lecteur est donc mis en garde contre le fait que cette information pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas davantage de façon importante et la reprise s'accroîtra à mesure que les restrictions d'activités imposées en raison de la pandémie de COVID-19 seront levées.
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir des produits et services qui nous aideront à soutenir notre clientèle et amélioreront les dépenses moyennes par client.
- La baisse des produits tirés des médias imprimés demeurera à un niveau égal ou inférieur à environ 25 % par année.
- Les marges bénéficiaires brutes ne diminueront pas significativement des niveaux actuels.

- Les réductions continues des dépenses atténueront l'incidence sur les flux de trésorerie de la baisse des produits.
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse selon laquelle aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétisera.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et la performance d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties de résultats ou de performances futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou cette performance seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou la performance réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- L'incapacité de la Société à stabiliser ou à accroître ses produits et sa clientèle.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits.
- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société.
- Un taux de diminution plus marqué que prévu des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs.
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits de marketing et de médias numériques.
- L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients.
- Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société.
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques de la Société à marge moins élevée, comme les services et la revente.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de conserver du personnel clé.
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.
- L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties.
- Des actions en justice ayant gain de cause contre la Société.
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail.
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal.
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche.
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communication de la Société.
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements.
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite.
- Les incidences de la COVID-19 sont imprévisibles.
- L'éclosion ou l'intensification d'une maladie contagieuse pourrait avoir une incidence négative plus importante que prévu sur les activités de la Société.

Définitions de mesures financières non conformes aux PCGR nécessaires à la compréhension de nos résultats

Dans le présent rapport de gestion, nous présentons plusieurs mesures utilisées pour expliquer notre performance, y compris des mesures financières non conformes aux PCGR qui ne sont pas définies par les normes IFRS. Ces mesures financières non conformes aux PCGR sont décrites ci-dessous.

BAIIA ajusté et marge sur BAIIA ajusté

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (défini aux présentes comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas des mesures de la performance conformes aux normes IFRS et ils ne sont pas considérés comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer la performance de Pages Jaunes. Les définitions du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas normalisées selon les normes IFRS; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne devraient pas être utilisés comme mesures exclusives des flux de trésorerie, car ils ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que des autres provenances et utilisations des flux de trésorerie, qui sont présentées à la page 13 de ce rapport de gestion.

Le BAIIA ajusté est calculé comme les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté en tant que BAIIA ajusté en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la performance de nos activités, car ils reflètent la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société à assurer le service de sa dette et à satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing, ainsi que pour évaluer la performance d'une entreprise.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement et marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement et la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement sont des mesures financières non conformes aux PCGR et ils n'ont pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Nous définissons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme le BAIIA ajusté, tel qu'il est défini ci-dessus, moins les dépenses d'investissement, que nous définissons comme les acquisitions d'immobilisations incorporelles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, présentées dans la section « Activités d'investissement » des tableaux consolidés des flux de trésorerie de la Société. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement en tant que BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement et la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer la performance de nos activités, car ils reflètent les flux de trésorerie provenant de nos activités commerciales. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement et la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer la performance des entreprises de notre secteur. Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

La mesure financière conforme aux normes IFRS qui s'apparente le plus au BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (défini ci-dessus comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Veuillez vous reporter à la page 8 du présent rapport de gestion pour un rapprochement du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités et produits et services offerts aux clients
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Hypothèses et estimations critiques
5. Risques et incertitudes
6. Contrôles et procédures

1. Activités et produits et services offerts aux clients

Nos activités

Pages Jaunes, l'un des principaux fournisseurs de solutions de marketing et de médias numériques au Canada, offre des outils ciblés aux entreprises locales, aux marques nationales et aux clients qui leur permettent d'interagir et de faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

Produits et services offerts aux clients

Pages Jaunes offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique, la production vidéo, des solutions de commerce en ligne ainsi que la publicité imprimée. L'effectif de vente et l'équipe de service à la clientèle de la Société, qui compte environ 300 professionnels dévoués, offrent cette gamme complète de solutions de marketing aux entreprises locales partout au pays, tout en répondant aux besoins changeants de sa clientèle existante, qui compte 101 200 PME.

Médias

Les médias de la Société, principalement les médias fixes, mobiles et imprimés, demeurent des marchés efficaces pour les marchands locaux canadiens, les marques et les consommateurs. Le réseau de médias de la Société permet aux Canadiens de découvrir des entreprises dans leurs quartiers, dans les marchés verticaux des services et du commerce de détail. La description des médias numériques de la Société est fournie ci-dessous.

- PJ^{MC} – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation.
- Canada411 (« C411 ») – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales.
- La Société est l'éditeur officiel des annuaires de Bell, de TELUS, de Bell Aliant, de MTS Allstream et d'un certain nombre d'autres entreprises de téléphonie titulaires.
- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales.

Principales données analytiques

Le succès de notre entreprise est tributaire du ralentissement du taux de diminution des produits (par une « accentuation de la courbe des produits ») et de l'amélioration continue de l'efficacité opérationnelle et des dépenses d'exploitation et d'investissement. Notre réussite à long terme dépend de la croissance ou de la stabilité des produits tirés des médias et solutions numériques ainsi que de la rétention et de la croissance de notre clientèle. Les principales données analytiques pour le trimestre clos le 31 mars 2022 comprennent les éléments suivants :

- Total des produits : le total des produits a diminué de 7,8 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 67,8 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, une amélioration par rapport à la baisse de 16,8 % enregistrée à la période correspondante de l'exercice précédent et la baisse de 10,5 % enregistrée au dernier trimestre.
- Produits tirés des médias et solutions numériques : les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 7,7 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 52,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, une amélioration par rapport à la baisse de 15,7 % enregistrée à la période correspondante de l'exercice précédent et la baisse de 8,7 % enregistrée au dernier trimestre.
- BAIIA ajusté¹ : le BAIIA ajusté a diminué pour se chiffrer à 25,4 M\$, ou 37,5 % des produits, pour le trimestre clos le 31 mars 2022, comparativement à 26,6 M\$, ou 36,2 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement¹ : le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué pour se chiffrer à 23,9 M\$, ou 35,3 % des produits pour le trimestre clos le 31 mars 2022, comparativement à 25,3 M\$, ou 34,5 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Nombre de clients² de PJ : le nombre de clients de PJ a diminué pour s'établir à 101 200 clients pour le trimestre clos le 31 mars 2022, comparativement à 119 400 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente un recul de 18 200 clients pour la période de douze mois close le 31 mars 2022, comparativement à un recul de 26 300 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Effectif³ : L'effectif a diminué pour s'établir à 608 employés au 31 mars 2022, comparativement à 677 employés au 31 mars 2021.

¹ Le BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement sont des mesures financières non conformes aux PCGR et ils n'ont pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres émetteurs. Ces mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion.

² Le nombre de clients de PJ correspond au nombre de clients qui, à la fin de la période de présentation de l'information financière, avaient eu recours à l'un de nos produits pour leur publicité au cours des douze derniers mois, en excluant les clients de 411.ca.

³ La Société définit l'effectif comme le nombre total d'employés incluant les employés contractuels, mais excluant les employés en congé d'invalidité de courte durée et de longue durée ou en congé de maternité.

2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour le premier trimestre de 2022 par rapport à la période correspondante de 2021. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris certaines mesures financières qui ne sont pas conformes aux normes IFRS. Ces mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion et elles constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

Faits saillants

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2022	2021
Produits	67 789 \$	73 514 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté ¹ »)	25 411 \$	26 583 \$
Marge sur BAIIA ajusté ¹	37,5 %	36,2 %
Bénéfice net	14 630 \$	12 135 \$
Bénéfice de base par action	0,56 \$	0,46 \$
Dépenses d'investissement ¹	1 502 \$	1 240 \$
BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement ¹	23 909 \$	25 343 \$
Marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement ¹	35,3 %	34,5 %
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	4 400 \$	22 556 \$

¹ Les dépenses d'investissement, le BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement sont des mesures financières non conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres émetteurs. Ces mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion.

Résultats d'exploitation et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2022	% des produits	2021	% des produits
Produits	67 789 \$		73 514 \$	
Coût des produits vendus	27 339	40,3 %	29 564	40,2 %
Marge brute	40 450	59,7 %	43 950	59,8 %
Autres coûts d'exploitation	15 039	22,2 %	17 367	23,6 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	25 411	37,5 %	26 583	36,2 %
Amortissements	4 348	6,4 %	5 092	6,9 %
Frais de restructuration et autres charges	382	0,6 %	1 056	1,4 %
Bénéfice d'exploitation	20 681	30,5 %	20 435	27,8 %
Charges financières, montant net	772	1,1 %	3 795	5,2 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	19 909	29,4 %	16 640	22,6 %
Charge d'impôt sur le résultat	5 279	7,8 %	4 505	6,1 %
Bénéfice net	14 630 \$	21,6 %	12 135 \$	16,5 %
Bénéfice de base par action	0,56 \$		0,46 \$	
Bénéfice dilué par action	0,56 \$		0,44 \$	

Analyse des résultats d'exploitation et financiers consolidés

Le président et chef de la direction est le principal décideur opérationnel et il utilise le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »), moins les dépenses d'investissement, pour évaluer le rendement. Ces mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion. Le président et chef de la direction examine également les produits en fonction de produits et services comparables, comme les médias imprimés et les médias numériques.

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2022	2021	Variation en %
Médias numériques	52 587 \$	57 000 \$	(7,7) %
Médias imprimés	15 202	16 514	(7,9) %
Total des produits	67 789 \$	73 514 \$	(7,8) %

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2022, le total des produits a diminué de 7,8 %, pour s'établir à 67,8 M\$, comparativement à 73,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits est essentiellement attribuable au recul de nos médias numériques et médias imprimés à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, de nos services numériques à marge moins élevée, ce qui a exercé une pression sur nos marges bénéficiaires brutes.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 7,7 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 52,6 M\$, comparativement à 57,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits pour la période close le 31 mars 2022 est principalement attribuable à une diminution du nombre de clients des médias numériques, partiellement contrebalancée par une hausse des dépenses par client.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 7,9 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 15,2 M\$. La baisse des produits est essentiellement attribuable à une diminution du nombre de clients des médias imprimés.

Les taux de diminution du total des produits, des produits tirés des médias et solutions numériques et des produits tirés des médias imprimés se sont tous améliorés de façon importante d'un exercice à l'autre. La diminution du total des produits s'est chiffrée à 7,8 % au cours du trimestre considéré, comparativement à une diminution de 16,8 % enregistrée pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits tirés des médias et solutions numériques s'est chiffrée à 7,7 % au cours du trimestre considéré, comparativement à une diminution de 15,7 % enregistrée pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits tirés des médias imprimés s'est chiffrée à 7,9 % au cours du trimestre considéré, comparativement à une diminution de 20,2 % enregistrée pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces améliorations s'expliquent par une hausse des dépenses par client et une augmentation des taux de renouvellement. La hausse des dépenses par client découle en partie de la hausse des prix.

Marge brute

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2022	% des produits	2021	% des produits	Variation en %
Total de la marge brute	40 450 \$	59,7 %	43 950 \$	59,8 %	(8,0) %

La marge brute a diminué pour se chiffrer à 40,5 M\$, ou 59,7 % des produits, pour le trimestre clos le 31 mars 2022, comparativement à 44,0 M\$, ou 59,8 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute découle des pressions exercées par une baisse globale des produits, d'un changement dans la composition des produits et des investissements dans notre effectif de télévente, contrebalancés en partie par des optimisations, des réductions de coûts continues et des hausses de prix, ce qui s'est traduit par une marge bénéficiaire brute stable.

BAIIA ajusté¹

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2022	% des produits	2021	% des produits	Variation en %
Total du BAIIA ajusté	25 411 \$	37,5 %	26 583 \$	36,2 %	(4,4) %

¹ Le BAIIA ajusté est une mesure financière non conforme aux PCGR et il n'a pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres émetteurs. Les mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, le BAIIA ajusté a diminué de 1,2 M\$, ou 4,4 %, pour s'établir à 25,4 M\$, comparativement à 26,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge sur BAIIA ajusté a augmenté de 1,3 % pour s'établir à 37,5 % au premier trimestre de 2022, comparativement à 36,2 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté est attribuable aux pressions exercées sur les produits, contrebalancées en partie par les hausses de prix, l'efficacité découlant de l'optimisation du coût des produits vendus, les réductions des autres coûts d'exploitation, y compris les réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés et l'incidence du cours de l'action de la Société sur la charge de rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie. La variation du cours de l'action de PJ a donné lieu à un recouvrement de 0,6 M\$ au titre de la charge de rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie pour le trimestre clos le 31 mars 2022, comparativement à une charge de 0,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021. Les pressions exercées sur les produits, de même que l'augmentation de l'effectif de vente, contrebalancées en partie par les optimisations continues, continueront d'exercer une certaine pression sur la marge au cours des prochains trimestres.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement¹

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2022	2021	Variation en %
BAIIA ajusté	25 411 \$	26 583 \$	(4,4) %
Dépenses d'investissement	1 502	1 240	21,1 %
Total du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	23 909 \$	25 343 \$	(5,7) %
Marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	35,3 %	34,5 %	

¹ Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est une mesure financière non conforme aux PCGR et il n'a pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres émetteurs. Les mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 1,4 M\$, ou 5,7 %, pour s'établir à 23,9 M\$, comparativement à 25,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution est essentiellement attribuable à la baisse du BAIIA ajusté et à la hausse des dépenses d'investissement découlant principalement du calendrier des dépenses et des investissements liés à l'intégration de nouveaux produits. La marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a augmenté pour s'établir à 35,3 % au premier trimestre de 2022, comparativement à 34,5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Amortissements

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, les amortissements ont diminué pour se chiffrer à 4,3 M\$, comparativement à 5,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels au cours des derniers exercices.

Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2022	2021
Indemnités, avantages et remplacement externe	397 \$	1 209 \$
Perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et coûts (recouvrements relatifs aux coûts) d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	(16)	(160)
Autres coûts	1	7
Total des frais de restructuration et autres charges	382 \$	1 056 \$

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 0,4 M\$ au cours du premier trimestre de 2022, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration attribuables aux réductions de la main-d'œuvre.

Des frais de restructuration et autres charges de 1,1 M\$ avaient été comptabilisés au cours du premier trimestre de 2021, et comprenaient essentiellement des frais de restructuration de 1,2 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre et un recouvrement de 0,2 M\$ lié aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location relatifs à des espaces de bureaux auparavant vacants.

Charges financières

Les charges financières ont diminué pour se chiffrer à 0,8 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, comparativement à 3,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution est principalement attribuable à la baisse des charges d'intérêts en raison du remboursement intégral des débetures échangeables le 31 mai 2021.

Charge d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi pour le trimestre clos le 31 mars 2022 était de 26,40 % et de 26,37 % pour la période correspondante de 2021. La Société a comptabilisé une charge de 5,3 M\$, ou 26,5 %, pour le trimestre clos le 31 mars 2022 (2021 – 4,5 M\$, ou 27,1 %).

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour les trimestres clos les 31 mars 2022 et 2021 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

Bénéfice net

Le bénéfice net a augmenté pour s'établir à 14,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, comparativement à un bénéfice net de 12,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par le fait que la baisse du BAIIA ajusté a été plus que contrebalancée par la diminution des charges financières découlant de la dette moins élevée et par la diminution des frais de restructuration et autres charges et des amortissements.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Le tableau suivant présente les principales données financières consolidées de Pages Jaunes pour les huit plus récents trimestres.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2022	2021				2020		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Total des produits	67 789 \$	68 624 \$	70 920 \$	74 588 \$	73 514 \$	76 669 \$	80 281 \$	88 280 \$
Coûts d'exploitation	42 378	44 264	44 303	50 148	46 931	49 030	52 969	46 352
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	25 411	24 360	26 617	24 440	26 583	27 639	27 312	41 928
Marge sur BAIIA ajusté	37,5 %	35,5 %	37,5 %	32,8 %	36,2 %	36,0 %	34,0 %	47,5 %
Amortissements	4 348	4 557	5 058	4 928	5 092	6 249	6 624	7 190
Frais de restructuration et autres charges	382	2 665	1 423	200	1 056	221	4 461	134
Bénéfice d'exploitation	20 681	17 138	20 136	19 312	20 435	21 169	16 227	34 604
Charges financières, montant net	772	1 214	1 132	3 202	3 795	2 014	4 196	4 121
Perte au remboursement anticipé de la dette	–	–	–	7 764	–	–	–	–
(Profit) perte à la vente d'entreprises	–	–	–	–	–	–	(79)	4
Bénéfice avant impôt sur le résultat	19 909	15 924	19 004	8 346	16 640	19 155	12 110	30 479
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	5 279	(22 811)	5 257	2 328	4 505	2 340	3 069	8 440
Bénéfice net	14 630 \$	38 735 \$	13 747 \$	6 018 \$	12 135 \$	16 815 \$	9 041 \$	22 039 \$
Bénéfice de base par action	0,56 \$	1,48 \$	0,52 \$	0,23 \$	0,46 \$	0,63 \$	0,34 \$	0,83 \$
Bénéfice dilué par action	0,56 \$	1,46 \$	0,51 \$	0,22 \$	0,44 \$	0,58 \$	0,34 \$	0,73 \$

3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

Structure du capital

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Au 31 mars 2022	Au 31 décembre 2021
Trésorerie	115 868 \$	123 559 \$
Obligations liées à des contrats de location (y compris la tranche courante)	49 099 \$	49 879 \$
Total de la dette	49 099 \$	49 879 \$
Capitaux propres	128 928	116 131
Total du capital investi	178 027 \$	166 010 \$
Total de la trésorerie déduction faite de la dette ¹	66 769 \$	73 680 \$
Ratio du total de la trésorerie déduction faite de la dette sur le total du capital investi	37,5 %	44,4 %

¹ Le terme « trésorerie déduction faite de la dette » n'a pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS. Il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres émetteurs. Nous définissons la trésorerie déduction faite de la dette comme la trésorerie moins les obligations liées à des contrats de location, telles qu'elles sont présentées dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière de la Société.

Emprunt garanti par des actifs

La Société, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, détient un emprunt garanti par des actifs dont l'échéance est en août 2022 et le total des engagements, de 25,0 M\$. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5,0 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 31 mars 2022, le ratio de couverture des charges fixes de la Société était de 0,6 fois. La Société avait des lettres de crédit de 2,8 M\$ émises et en circulation en vertu de l'emprunt garanti par des actifs et une insuffisance de 4,3 M\$ au titre des biens affectés en garantie admissibles. Par conséquent, une tranche de 12,9 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 31 mars 2022.

Au 31 mars 2022, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Situation de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités à court et à long terme pour financer ses dépenses d'investissement, ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, ainsi que pour assurer le service de ses obligations liées à des contrats de location et au titre des avantages postérieurs à l'emploi en cours. Au 31 mars 2022, la trésorerie de la Société se chiffrait à 115,9 M\$ et un montant de 12,9 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

Données sur les actions

Données sur les actions en circulation

	Au 10 mai 2022	Au 31 mars 2022	Au 31 décembre 2021
Actions ordinaires en circulation	26 995 618	27 013 027	27 459 686
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 483	2 995 483	2 995 483
Options sur actions en circulation ¹	2 221 467	2 221 467	27 459 686

¹ Le solde des options sur actions en circulation de 2 221 467 au 10 mai 2022 et au 31 mars 2022 comprend 73 500 options sur actions pouvant être exercées à ces dates. Le solde des options sur actions en circulation de 27 459 686 au 31 décembre 2021 ne comprenait aucune option sur actions pouvant être exercée à cette date.

La Société a conclu une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, débutant le 10 août 2020, visant le rachat d'actions ordinaires d'un montant maximal de 5,0 M\$ sur le marché libre aux fins d'annulation au plus tard le 9 août 2021. La Société a mené à terme cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 16 juillet 2021 après avoir atteint le montant maximal de 5,0 M\$.

Le 5 août 2021, la Société a annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités débutant le 10 août 2021 afin de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 5 % des actions en circulation de la Société au plus tard le 9 août 2022. Cependant, la Société a l'intention de limiter à 16,0 M\$ le montant total des rachats en vertu de la nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2022, la Société a racheté 448 036 actions ordinaires en vertu de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour un montant en trésorerie de 6,3 M\$. Au 31 mars 2022, la Société avait racheté un total de 699 412 actions ordinaires en vertu de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour un montant en trésorerie de 9,9 M\$. La valeur comptable historique de ces actions a été reclassée du capital social au déficit dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société.

Politique en matière de dividendes

Le 12 mai 2021, le conseil d'administration de la Société (le « conseil ») a modifié sa politique en matière de dividendes visant à verser un dividende trimestriel en trésorerie à ses actionnaires ordinaires, en augmentant le dividende de 0,11 \$ par action à 0,15 \$ par action. La politique de distribution de dividendes de PJ et la déclaration de dividendes sur toute action ordinaire en circulation de la Société sont déterminées au gré du conseil d'administration et, par conséquent, rien ne garantit que la politique de distribution de dividendes sera maintenue ni que des dividendes seront déclarés. Les décisions à l'égard des dividendes continueront de dépendre des activités et des résultats financiers de PJ, que le conseil d'administration évaluera chaque trimestre, et qui sont pour leur part assujettis à différents risques et hypothèses, dont ceux mentionnés dans le présent rapport de gestion.

La Société a versé un dividende en trésorerie sur actions ordinaires de 3,9 M\$, soit 0,15 \$ par action ordinaire, au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2022. La Société a versé un dividende en trésorerie sur actions ordinaires de 2,9 M\$, soit 0,11 \$ par action ordinaire, au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2021.

Le 10 mai 2022, le conseil d'administration a déclaré un dividende en trésorerie de 0,15 \$ par action ordinaire, payable le 15 juin 2022 aux actionnaires inscrits le 27 mai 2022. Les dividendes trimestriels futurs sont assujettis à l'approbation du conseil.

Cotisations aux régimes

Le 12 mai 2021, le conseil a approuvé une cotisation facultative supplémentaire en trésorerie de 4,0 M\$ en 2021, portant à 6,0 M\$ les paiements en trésorerie au titre du déficit de liquidation du régime en 2021, dans le cadre d'un plan de réduction du déficit visant à augmenter la probabilité que le régime soit entièrement capitalisé en cas de liquidation d'ici 2030. Le plan de réduction du déficit inclut l'intention d'effectuer des paiements en trésorerie au titre du déficit de liquidation de 6,0 M\$ chaque année jusqu'en 2030. La probabilité d'atteindre un ratio de liquidation de 100 % d'ici 2030 dépend, entre autres, de facteurs impossibles à maîtriser, y compris, notamment, les rendements du marché et les taux d'actualisation. Le conseil évaluera le plan de réduction du déficit chaque année.

En 2022, le total des paiements en trésorerie au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires devrait s'élever à environ 12,5 M\$, ce qui comprend la cotisation de 6,0 M\$ à l'égard du déficit de liquidation du régime de retraite. Les paiements en trésorerie versés par la Société au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires ont totalisé 3,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2022	2021
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	(6 052) \$	267 \$
Paiements en trésorerie au titre de la rémunération fondée sur des actions	(3 742)	(931)
Excédent de capitalisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi sur les coûts	(2 258)	(926)
Impôt sur le résultat payé, montant net	(6 750)	–
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu des éléments ci-dessus	23 202	24 146
	4 400 \$	22 556 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 478) \$	(1 206) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(24)	(34)
Paiements reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location	338	315
	(1 164) \$	(925) \$
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		
Rachat d'actions ordinaires	(6 311) \$	(635) \$
Émission d'actions ordinaires	16	45
Paiement au titre des obligations liées à des contrats de location	(780)	(685)
Dividendes versés	(3 852)	(2 905)
	(10 927) \$	(4 180) \$
(DIMINUTION) AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	(7 691) \$	17 451 \$
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	123 559	153 492
TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	115 868 \$	170 943 \$

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 18,2 M\$, pour s'établir à 4,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022. La diminution est essentiellement attribuable à l'impôt sur le résultat payé de 6,8 M\$, dont une tranche de 5,7 M\$ se rapportait à l'exercice 2021 complet et une tranche de 1,1 M\$, à des acomptes provisionnels pour 2022, à la hausse de 2,8 M\$ des règlements en trésorerie au titre de la rémunération fondée sur des actions, à la hausse de 1,3 M\$ de la capitalisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, à la baisse de 1,2 M\$ du BAIIA ajusté et à la baisse de 6,3 M\$ de la variation des actifs et des passifs d'exploitation. La variation des actifs et des passifs d'exploitation est principalement attribuable au calendrier de recouvrement des créances clients et de paiement des dettes fournisseurs. Les résultats du premier trimestre de 2022 ont également profité de l'annulation des contrats à terme de gré à gré, ce qui a donné lieu à une diminution des autres débiteurs de 3,1 M\$.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 0,2 M\$ d'un exercice à l'autre, ce qui s'explique par le calendrier des dépenses d'investissement et les investissements liés à l'intégration de nouveaux produits.

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont augmenté de 6,7 M\$ d'un exercice à l'autre, surtout en raison de la hausse de 5,7 M\$ des rachats d'actions ordinaires et de l'augmentation de 0,9 M\$ des dividendes versés.

Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 20 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020.)

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs et les dettes fournisseurs et autres créditeurs.

4. Hypothèses et estimations critiques

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs, de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Nos hypothèses et estimations comptables critiques n'ont pas changé depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020, sauf pour ce qui est décrit ci-dessous. Ces hypothèses et estimations critiques portent sur la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients, la correction de valeur pour ajustements des produits, la durée des contrats de location, les taux d'actualisation pour les contrats de location, la perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation, les durées d'utilité des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles, les avantages futurs du personnel et l'impôt sur le résultat. Se reporter à la section 4 « Hypothèses et estimations critiques » pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020.

Normes comptables

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2022, la Société a adopté les normes comptables modifiées suivantes :

Modifications d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*

Les modifications apportées au guide de mise en œuvre d'IFRS 3 clarifient la définition d'une entreprise afin d'aider les entités à déterminer si une transaction doit être comptabilisée comme un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs. L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société. Elles pourraient avoir une incidence sur la comptabilisation de regroupements d'entreprises futurs, le cas échéant.

Modifications d'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*

Les modifications d'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, précisent les coûts qu'une société devrait inclure dans les coûts d'exécution d'un contrat lorsqu'elle détermine si ce contrat est déficitaire. Les modifications d'IAS 37 clarifient que pour déterminer si un contrat est déficitaire, le coût d'exécution d'un contrat doit comprendre à la fois les coûts marginaux liés à l'exécution du contrat et une affectation des autres coûts directement liés à l'exécution du contrat. L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées qui ne sont pas encore entrées en vigueur pour les états financiers consolidés

Modifications d'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*

Le 12 février 2021, l'IASB a publié des modifications d'IAS 8. Les modifications comprennent l'ajout d'une définition des estimations comptables ainsi que d'autres modifications d'IAS 8 afin d'aider les entités à faire la distinction entre les changements dans les méthodes comptables et les changements dans les estimations comptables. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 ainsi qu'aux changements de méthodes comptables et aux changements d'estimations comptables qui surviennent à partir de cette période. L'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers.

Modifications d'IAS 1, *Présentation des états financiers*

Les modifications d'IAS 1 établissent une approche plus générale à l'égard du classement des passifs, fondée sur l'analyse des contrats existants à la date de clôture. Les modifications clarifient que le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants doit être fonction des droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière et harmonisent le libellé de tous les paragraphes concernés pour utiliser le terme « droit » de différer le règlement du passif pour au moins douze mois et indiquer explicitement que seuls les droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière influent sur le classement d'un passif. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 et doivent être appliquées de façon rétrospective. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers.

Modifications d'IAS 12, Impôts sur le résultat

Le 7 mai 2021, l'IASB a publié l'impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique. Les modifications clarifient le traitement comptable de l'impôt différé dans le cas de transactions qui, lors de la comptabilisation initiale, sont à l'origine de différences temporaires à la fois imposables et déductibles. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'adoption anticipée est autorisée. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers.

5. Risques et incertitudes

Cette section présente les principaux risques et incertitudes pouvant avoir une incidence significative sur les résultats futurs de PJ.

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le conseil exige que nos cadres supérieurs déterminent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Se reporter à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle pour obtenir une description complète des facteurs de risque. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux. Nos risques et incertitudes sont demeurés inchangés depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020. Pour plus d'information, se reporter à la partie correspondante de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 et à notre notice annuelle datée du 29 mars 2022.

6. Contrôles et procédures

À titre de société ouverte, nous devons prendre les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 31 mars 2022.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 31 mars 2022.

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} janvier 2022 et clos le 31 mars 2022, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.